

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE

BP : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box: 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
E-mail : info@irad.cm
Site web : www.irad.cm

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 33 /AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2026 DU 08 SEPT 2026
POUR LA CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DE CONTROLE QUALITE DU BLE A L'IRAD

1. Objet

Dans le cadre de la politique nationale visant à réduire la dépendance aux importations de blé et à développer une filière locale compétitive, le Directeur Général de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la construction d'un laboratoire de contrôle qualité du blé dans la Région de l'Adamaoua. Un bâtiment fonctionnel conforme aux normes techniques et réglementaires qui permettra l'analyse physico technique, microbiologique et sensorielle de la farine de blé et autres produits céréaliers

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- ☐ Installation du chantier ;
- ☐ Terrassement ;
- ☐ Fondations ;
- ☐ Maçonnerie – élévation ;
- ☐ Charpente – couverture
- ☐ Menuiserie (métallique, bois et vitrerie alu) ;
- ☐ Plomberie ;
- ☐ Electricité ;
- ☐ Hygiène ;
- ☐ Ventilation ;
- ☐ Peinture-vernis ;
- ☐ VRD

3. Allotissement

Les travaux ainsi attendus sont constitués en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **100.000.000 (cent millions) FCFA TTC.**

5. Délais prévisionnels d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **Six (06) mois calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais spécialistes dans le domaine du bâtiment et des travaux publics au Cameroun et ayant une expérience avérée dans lesdits domaines.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le **PIISAH, Exercice 2026**, sur la ligne d'imputation budgétaire **222 800**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **en ligne**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO**, d'un montant de **FCFA 1.000.000 (un million)**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. **Le titre de la caution de soumission émis par l'établissement financier doit être accompagné d'un récépissé de la CDEC du même montant.** L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au **Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 690 83 18 49**, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au **Service des Marchés de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 690 83 18 49**, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **150.000 Francs CFA (cent cinquante mille)**, dans le Compte spécial **CAS-ARMP N° 335988 ouvert à la BICEC (toutes les agences)**, à titre de frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

12. Remise des offres :

07 OCT 2026
L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard le à12...Heure limite. **Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD ET une copie physique originale de chaque offre devront être transmises sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.**

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative ;**
- **15 MO pour l'Offre Technique ;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF pour les documents textuels ;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 07 OCT 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'IRAD dans la salle de conférence sise à Nkolbisson. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Principaux critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, du récépissé CDEC pour la caution de soumission;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis;
- de l'absence du certificat de catégorisation ou le récépissé de dépôt de demande de catégorisation et/ou sa non-production au-delà de 48h ;
- de l'absence de la capacité financière égale à, au moins, 30% de l'enveloppe prévisionnelle du marché ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 3/4 critères essentiels;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;
- du non-respect du format des offres soumises en ligne.

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- la méthodologie d'exécution, le planning, le rapport de visite du site et propositions ;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP visés, paraphés, signés et portant la mention lu et approuvé) ;
- Le délai d'exécution conforme à celui du Maître d'Ouvrage.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du **Chef Service Des Marchés** de l'IRAD sis à Nkolbisson, BP 2123 Yaoundé, Tel : 690.83.18.49. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro 222 22 33 62.

Ampliations :

MINMAP
ARMP
DAAF/SDBF/SM
Président CIPM
Affichage
Chrono / Archives

Fait à Yaoundé, le
LE DIRECTEUR GENERAL



Mamoudou Pafé
Inspecteur Principal des Régies Financières
(Trésor)

*Le Directeur des Affaires
Administratives et Financières*

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GÉNÉRALE

B.P. : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
Courriel : info@irad.cm
Site Web : www.irad.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

INSTITUTE OF AGRICULTURAL
RESEARCH FOR DEVELOPMENT

HEAD OFFICE

P.O.Box : 2123 Yaoundé
Tel/Fax: (237) 222 23 26 44/222 22 59 24
Courriel : info@irad.cm
Site Web : www.irad.cm

NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED UNDER EMERGENCY PROCEDURE

NO. 33 /AONO/IRAD/DG/DAAF/SDBF/SM/BPDM/CIPM/2026 OF 08 SEPT 2026
TO BUILD A WHEAT QUALITY CONTROL LABORATORY AT IRAD

1. Subject:

As part of the national policy aimed at reducing dependence on wheat imports and developing a competitive local sector, the Director General of the Institute of Agricultural Research for Development (IRAD) is launching a national call for tender under emergency procedure for the construction of a wheat quality control laboratory in the Adamawa Region. A functional building complying with technical and regulatory standards, which will enable the physical, technical, microbiological and sensory analysis of wheat flour and other cereal products

2. Scope of Works

The works include, among other things:

- ☐ Setting up the site
- ☐ Earthworks
- ☐ Foundations
- ☐ Masonry – wall erection
- ☐ Timber framing – roofing
- ☐ Joinery (metal, timber and aluminium glazing)
- ☐ Plumbing
- ☐ Electrical works
- ☐ Sanitary facilities
- ☐ Ventilation
- ☐ Painting and varnishing
- ☐ Road and utility works.

3. Tender Lot

The works shall be carried out as a single (01) lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following preliminary studies, is **100,000,000 (one hundred million) CFA francs including VAT**.

5. Estimated Completion Timeframe

The maximum timeframe set by the Client for the completion of the works covered by this Invitation to Tender is **six (06) calendar months**. This timeframe shall run from the date of notification of the work order to commence the services.

6. Participation

Participation in this call for tender is open to companies incorporated under Cameroonian law which specialise in the building and public works sectors in Cameroon and have proven experience in these fields.

7. Funding

The works covered by this call for tender are funded by **PIISAH, 2026 Fiscal Year**, under budget line **222 800**.

8. Method of Submission

The method of submission adopted for this consultation is **online**.

9. Tender Bond

Each tenderer shall attach to their administrative documents **a stamped tender bond, paid by hand, issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is set out in Document 14 of the Tender Documentation**, in the amount of **1,000,000 (one million) CFAF**, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders. **The tender bond issued by the financial institution must be accompanied by a receipt from the CDEC for the same amount.** Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the tender. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Inspection of the Tender Documents

The hard copy of the tender documents may be viewed free of charge during office hours at the **IRAD Procurement Department, located at Nkolbisson, PO Box 2123, Yaoundé, Tel: 690 83 18 49**, from the date of publication of this notice.

It may also be viewed **online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website (www.arpmp.cm)**.

11. Obtaining the Tender Documents:

A hard copy of the tender documents can be obtained from the **IRAD Procurement Service located at Nkolbisson, PO Box 2123, Yaoundé. Tel: 690 83 18 49**, upon publication of this notice, on presentation of the original receipt for the payment of a non-refundable fee of **150,000 (a hundred thousand) CFAF**, for the purchase of the Tender Documentation, into the **CAS-ARMP Special Account No. 335988 held at BICEC (all branches)**, to cover the cost of purchasing the Tender Documents.

12. Submission of bids:

The bid must be submitted by the bidder on the **COLEPS** platform no later than at ...12 p.m... latest. **A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD AND a hard copy of the original of the copies must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above reference, within the specified time limit.**

File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents to be uploaded via the platform and forming part of the tenderer's bid are as follows:

- **5 MB for the Administrative Bid**
- **15 MB for the Technical Bid**
- **5 MB for the Financial Bid**

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents
- **JPEG for images.**

The tenderer must ensure they use compression software to reduce the size of the files to be submitted where possible.

13. Admissibility of Tenders

The administrative documents, the technical tender and the financial tender must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing details of the tenderer's identity
- Envelopes received after the deadline for submission
- Envelopes that do not comply with the submission procedure
- Envelopes without reference to the Tender Notice
- Failure to comply with the number of copies specified in the Tender Documents or submission of the tender in copies only

Any tender found to be incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible. The absence of a tender bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for documents in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any right of appeal. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

14. Opening of bids

The bids will be opened at the same time on 07 OCT 2026 at 1 p.m. by the IRAD Internal Procurement Commission in the conference room located in Nkolbisson.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice duly authorized to do so, even in the case of a consortium of companies.

Failure to do so will result in rejection; the required documents for the administrative file must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must be less than three months old or have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file at the time of the opening of tenders, following a 48-hour period granted by the Commission, the tender will be rejected.

15. Main Evaluation Criteria

Tenders will be evaluated according to the following main criteria:

15.1 Elimination criteria

These include:

- the absence of a bid bond at the time of opening the bids
- failure to produce the CDEC receipt for the bid bond within 48 hours of the opening of the bids
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond)
- the absence of the Category D certificate or the receipt confirming the submission of an application for categorisation and/or failure to produce it within 48 hours
- the lack of financial capacity equivalent to at least 30% of the estimated contract value;
- false declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents
- failure to comply with 3/4 essential criteria
- absence of a sworn statement of non-abandonment of construction sites during the last three years
- absence of a quantified unit price in the financial offer
- the absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE)
- the absence of a dated and signed integrity charter
- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses
- non-compliance with the format of bids submitted online.

15.2 Key Criteria

The key criteria for the qualification of tenderers will, as a guide, relate to:

- the presentation of the tender
- the implementation methodology, the timetable, the site visit report and proposals
- evidence of acceptance of the contract terms and conditions (the CCAP and CCTP must be endorsed, initialled, signed and bear the words read and approved)
- The completion deadline shall be in accordance with that specified by the Project Owner.

16. Award of the Contract

The Project Owner shall award the contract to the tenderer who has submitted a tender meeting the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the lowest, taking into account any discounts offered where applicable.

17. Validity Period of Tenders

Tenderers shall remain bound by their tender for a period of **ninety (90) days** from the deadline set for the receipt of tenders.

18. Further Information

Further information may be obtained from the **Head of the IRAD Procurement Department**, located at Nkolbisson, PO Box 2123, 690.83.18.49. Or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or via any other means of electronic communication specified by the Project Owner.

19. Fight against Corruption and Malpractice

To report any practices, incidents or acts of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (by text message or phone call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO on 222 22 33 62.

Cc:
MINMAP
ARMP
DAAF/SDBF/SM
CIPM Chair
Board
Chrono/Archives

Yaounde, on ...
THE DIRECTOR GENERAL



Mamoudou Pafé
Inspecteur Principal des Régies Financières
(Trésor)

Le Directeur des Affaires
Administratives et Financières